

**Évaluation externe du projet
« Éducation et revenus pour les ménages
démunis. »**

**Agenda21 des deux communes rurales Malgaches
d'Alakamisy et de Tsarasaotra, Madagascar.**

Phase I (01.07.2019 au 31.05.2023)



Bâtiment, deux classes, Alakamisy



Maîtresses FRAM, Tsarasaotra



Habitations, commune de Tsarasaotra

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES	3
RÉSUMÉ	4
1. INTRODUCTION	6
2. CADRE CONTEXTUEL	7
2.1. OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION	8
2.2. LES QUESTIONS CLÉS	8
2.2.1. EFFICACITÉ DU PROJET	8
2.2.2. PERTINENCE DES APPROCHES ET DES APPUIS	8
2.2.3. COHÉRENCE DE L'INTERVENTION	8
2.2.4. EFFICIENCE DU PROJET	8
2.2.5. DURABILITÉ DU PROJET	8
2.2.6. PRISE EN COMPTE DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION TECHNIQUE DE LA FGC	8
3. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION	9
3.1. ANALYSE DES DOCUMENTS	9
3.2. LES ENTRETIENS	9
3.3. LES VISITES DE SITES	9
3.4. ENTRETIEN D'ARRIVÉE ET RESTITUTION DE FIN DE MISSION	9
3.5. LIMITES	9
4. PRÉSENTATION DES CONSTATIONS DE L'ÉVALUATION	10
4.1. AU NIVEAU INSTITUTIONNEL ET ORGANISATIONNEL	10
4.1.1. PERSPECTIVES D'AUTONOMISATION DE DORIA	10
4.2. EFFECTIVITÉ/EFFICACITÉ DU PROJET ET SES INTERVENTIONS	11
4.2.1. DÉVELOPPER LES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES	11
4.2.2. RENFORCER LES CAPACITÉS DES ENSEIGNANTS	12
4.2.3. DIMINUTION DU NOMBRE D'ADULTES ANALPHABÈTES	13
4.2.4. 200 FEMMES METTENT EN PRATIQUE LES FORMATIONS ACQUISES	14
4.2.5. 120'000 M2 DE CULTURES DE CONTRE SAISON ET 600'000 M2 EN CULTURES PLUVIALES, 1'400 COUPS DE POUCE ASSOCIÉS À 7 FORMATIONS	15
4.2.6. 200 MÉNAGES DÉMUNIS SORTIS DE L'EXTRÊME PAUVRETÉ ENVOIENT AU MOINS 200 DE LEURS ENFANTS À L'ÉCOLE	16
4.2.7. LES FEMMES AGR SONT EN MESURE DE GÉRER LEURS STOCKS DE SEMENCES ET DE COMMERCIALISER LEURS PRODUCTIONS EN ACQUÉRANT DES REVENUS ; UNE PARTIE D'ENTRE ELLES DEVIENNENT FORMATRICES AGR	18
4.2.8. 50 FEMMES AGR PARTICIPENT À LA VISITE D'ÉCHANGE, CONSTATENT LES RÉSULTATS ET RESTITUEMENT AUX AUTRES FEMMES AGR CE QU'ELLES ONT VU	18
5. PERTINENCE ET DURABILITÉ	18
6. LA DIMENSION GENRE DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET	19
7. QUELQUES IMPACTS DU PROJET ET DE SES INTERVENTIONS	20
8. BONNES PRATIQUES ET DÉFIS	20
9. RECOMMANDATIONS	20
10. CONCLUSION	21

Acronymes

Abréviation	Définition
BEPC	Brevet d'Étude du Premier Cycle de l'Enseignement Secondaire
CAE	Certificat d'Aptitude à Enseignement
CAP	Certificat d'Aptitude Pédagogique
CEG	Collège d'Enseignement Général
CEPE	Certificat d'Études Primaires Élémentaires
CISCO	Circonscriptions Scolaires
Doria	Donakafon'ny Risimpo eny Ambanivohitra
EPP	École Primaire Publique
FEFFI	Comité des acteurs de l'éducation (en malagasy)
FRAM	Association des parents d'élèves (en malagasy)
Glocal	(global et local) Association d'utilité publique partenaire de Doria
ZAP	Zone Administrative Pédagogique

Résumé

Du 20 au 26 Février 2023, une mission externe s’est rendue à Madagascar pour évaluer le projet « Éducation et revenus pour les ménages¹ démunis. Agenda21 des deux communes rurales malgaches d’Alakamisy et Tsarasaotra ». La mission, mandatée par les partenaires Glocal et Doria, a constaté que :

Le projet est une réponse pertinente aux problèmes identifiés par les communautés locales. Les bénéficiaires ont des revenus supplémentaires grâce aux formations, aux AGR et aux coups de pouce (formation-apprentissage). De plus, la pratique pédagogique des enseignants a été améliorée, ce qui a conduit à une augmentation des taux de réussite tant aux examens scolaires que professionnels. On en déduit que la stratégie des partenaires est une voie rapide pour atteindre les objectifs fixés conjointement avec les communautés bénéficiaires.

Les résultats atteints, les témoignages des bénéficiaires, des acteurs de l’éducation et des autorités locales permettent de recommander la continuation du projet par le finançant une seconde phase. Le tableau synoptique (ci-dessous) montre les résultats atteints, leurs effets sur les bénéficiaires de l’intervention et les recommandations de l’évaluateur.

PARTIE ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT			
Résultats escomptés	Résultats atteints à l’issue de l’intervention	Effets	Recommandations
Développer les infrastructures scolaires (construction et équipement 5 bâtiments)	1 bâtiment de 2 salles de classe et des latrines ont été construits dès la première année du projet	80 places de plus disponibles pour les écoles primaires, amélioration de la capacité d’accueil et de l’hygiène des élèves	Prioriser la construction et l’équipement des bâtiments scolaires restants dès le début de la prochaine phase de projet.
Renforcer les capacités des enseignants.	47 enseignants ont été formés, notamment en Psychopédagogie, en française 1 et 2, en technique d’animation de classe, etc.	Augmentation taux de réussite examens scolaires (CEPE, on est passé 67,17% avant intervention à 75,47% après intervention) et professionnels (CAE et CAP, 100% de réussite, sauf en 2020 où un candidat n’a pas été admis). Meilleure communication entre acteurs scolaires.	Élaborer un système de suivi des formations pour consolider les acquis. Mettre à disposition dans les écoles des dictionnaires et autres manuels de base. Établir une convention avec le chef ZAP pour la tenue des statistiques (nombre inscription, taux de réussite et autres données).
Diminution du nombre d’adultes analphabètes.	100 femmes AGR et 150 adultes hors AGR ont été alphabétisés.	Elles lisent et écrivent. Elles suivent désormais la scolarité de leurs enfants. Elles ne « craignent » plus l’administration. Elles tiennent une petite comptabilité.	Organiser le suivi de la formation pour maintenir le niveau des connaissances.

¹ Le chef de famille est une femme

PARTIE REVENUS (Activités Génératrices de Revenus -AGR).			
Résultats escomptés	Résultats atteints à l'issue de l'intervention	Effets	Recommandations
200 ménages (chefs de famille sont des femmes) démunis sortis de l'extrême pauvreté envoient au moins 200 de leurs enfants à l'école.	200 ménages soutenus ont entamé la marche vers la sortie de l'extrême pauvreté. Certains de leurs enfants sont scolarisés, le taux augmentera avec la construction des bâtiments scolaires.	Les femmes soutenues marchent vers l'autonomie, elles disposent de formations qu'elles mettent en pratique (étape 1, formation-apprentissage).	Augmenter les coups de pouces et les prêts à taux zéro pour permettre aux femmes de produire plus de revenus, maintenant que les compétences sont acquises.
200 femmes mettent en pratique les formations acquises.	200 femmes ont suivi les formations (calendrier paysan, culture pluviale, culture de contre saison, coupe/couture et commercialisation).	Elles ont développé des potagers et pratiquent grâce aux coups de pouce (couple de poulets, lapin, couple de canards).	Organiser les femmes en coopératives par filière pour la commercialisation. Mettre en place une petite pharmacie (vétérinaire) communautaire pour rendre les traitements disponibles pour les animaux de bassecour. Faire le suivi technique des formations.
120'000 m ² de cultures de contre saison et 600'000 m ² en cultures pluviales, 1'400 coups de pouce associés à 7 formations.	40'000 m ² de cultures de contre saison, 300'000 m ² de cultures pluviales et 37'000 m ² pour la mise en pratique de la formation « calendrier cultural ». 1'225 coups de pouce distribués aux bénéficiaires.	Des cultures de contre saison ont été développées pour améliorer la consommation domestique. Plus de revenus pour les ménages soutenus.	Poursuivre les démarches en faveur de l'accès des femmes à la terre.
Les femmes AGR sont en mesure de gérer leurs stocks de semences et de commercialiser leurs productions en acquérant des revenus ; une partie d'entre elles deviennent formatrices AGR.	Elles ont acquis des compétences en gestion de stock : la récolte est divisée en plusieurs parties (consommation, semences, remboursement, commercialisation pour générer des revenus).	Elles disposent des compétences pour gérer les stocks, elles se procurent des revenus. La période de soudure a reculé de 2 mois au lieu de 5 mois (incidence Covid 19). Le revenu annuel qui était de 300 CHF est passé après intervention à 459 CHF par an.	Construire des infrastructures communautaires pour le stockage des semences et des produits à commercialiser. Planifier la formation des formatrices en AGR.
50 femmes AGR participent à la visite d'échange, constatent les résultats et restituent aux autres femmes AGR ce qu'elles ont vu.	Les participantes ont vu ce qu'il est possible de réaliser. Elles ont compris l'idée du projet.	Elles ont la ferme volonté de reproduire ce qu'elles ont vu au sein de leur communauté.	Former certaines femmes en leadership pour permettre le jouer un rôle de relais au sein de leur communauté.

1. Introduction

Au terme de la première phase du projet « *Éducation et revenus pour les ménages² démunis, Agenda21 des deux communes rurales malgaches d'Alakamisy et de Tsarasaotra* » qui s'est déroulée de juillet 2019 à mai 2022 (fin reportée à mai 2023 à cause de la pandémie), Glocal et l'association Doria (ci-après les partenaires) ont mandaté une mission d'évaluation externe sur le terrain afin d'apprécier les résultats et les premiers impacts de l'intervention.

Les objectifs spécifiques du projet sont au nombre de deux, il s'agit de :

- ⇒ La période de soudure des ménagers bénéficiaires est diminuée de 5 mois par an au minimum tout en augmentant leurs revenus ;
- ⇒ La capacité d'accueil des élèves d'école primaire est augmentée de 500 places (400 à 600) avec une amélioration de la qualité de l'enseignement et des conditions de scolarisation.

Les résultats escomptés se déclinent ainsi :

- ⇒ 200 femmes formées mettent en pratique les formations acquises. 200 femmes sont formées en santé reproductive,
- ⇒ Au minimum 120'000 m² de cultures de contre saison et 600'000 m² en culture pluviale avec 1'400 coups associés à 7 formations,
- ⇒ 100 femmes AGR et 150 adultes hors AGR sont alphabétisés,
- ⇒ 50 femmes AGR participent à la visite d'échange auprès de l'ONG TAF, et constatent les résultats par les méthodes culturelles enseignées et restituent auprès des autres femmes AGR ce qu'elles ont vu,
- ⇒ 500 places (400 à 600) d'école primaire sont nouvellement disponibles ;
- ⇒ Les conditions d'études sont améliorées par la construction de bâtiments aux normes et leur équipement
- ⇒ La pratique pédagogique des enseignants est améliorée par la formation des 47 enseignants actuellement en fonction ;
- ⇒ Diminution du nombre d'adultes analphabètes de 250 personnes ;
- ⇒ 572 enfants des ménages pauvres à extrêmement pauvres sont scolarisés à l'issue du projet ;
- ⇒ 200 ménages démunis sortis de l'extrême pauvreté envoient à l'école au moins 200 de leurs enfants ;
- ⇒ Les femmes AGR sont en mesure de gérer leurs stocks de semences et de commercialiser leurs productions en acquérant des revenus ; une partie de ces femmes deviennent des formatrices de femmes AGR.

Les termes de référence de la mission posent, entre autres, les questions évaluatives suivantes :

- ⇒ En quoi les formations des enseignants ont-elles permis une amélioration des résultats des examens (CEPE) ?
- ⇒ Les AGR ont-elles contribué à la diminution de la période de soudure ?
- ⇒ Les AGR ont-elles contribué à améliorer les conditions de vie des ménages bénéficiaires ?
- ⇒ Quelle est l'adéquation des résultats des AGR obtenus avec ceux planifiés ?

² Le chef de famille est une femme

Au début de la mission, avant de nous rendre sur le terrain pour interviewer les bénéficiaires et visiter les réalisations du projet, une séance de travail a été organisée au siège de l'association Doria afin de s'accorder sur le calendrier de la mission. Cette séance de travail était aussi le prétexte pour discuter de l'institution, de son organisation et des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet, notamment celles liées à la pandémie de la Covid 19.

Du 21 au 25 février, la mission s'est rendue sur le terrain, à savoir dans les communes d'Alakamisy et de Tsarasaotra (les deux communes), zone d'intervention du projet. Ainsi, nous avons pu rencontrer et discuter avec les bénéficiaires, les autorités scolaires et communales, à propos des réalisations et des résultats du projet.

Notre séjour sur le terrain a coïncidé avec le passage du cyclone tropical Freddy, rendant périlleux les déplacements sur les petites routes secondaires déjà difficilement praticables. Ne pouvant nous rendre en voiture à Alakamisy sans prendre de risques considérables, nous avons convenu avec les bénéficiaires de cette commune de nous rencontrer à Tsarasaotra.

Le présent rapport est basé sur les documents produits par les partenaires (Glocal et Doria) tout au long de la mise en œuvre, sur les entretiens avec les différents acteurs lors de la phase terrain, ainsi que sur les visites effectuées. Il aborde le cadre contextuel (2), la méthodologie (3), les constatations de l'évaluation (4), la pertinence du projet (5), la dimension genre (6), les impacts du projet (7), les bonnes pratiques et défis (8), les recommandations (9).

Qu'il nous soit permis de remercier vivement les bénéficiaires et l'équipe de Doria pour le bon déroulement de la mission et les conditions de séjour. Par son implication, elle a concrétisé le caractère participatif de la mission.

2. Cadre contextuel

Dans les deux communes d'intervention, la majorité de la population vit de l'agriculture, mais tous les ménages ne sont pas logés à la même enseigne, certains sont plus pauvres, voire extrêmement pauvres. Il s'agit de ménages d'ouvriers agricoles journaliers. Avec un revenu annuel de moins de 350 CHF, ils n'ont pas les moyens de se nourrir toute l'année, encore moins de scolariser leurs enfants. Ainsi, dès la formulation de l'Agenda21 des deux communes, la pauvreté des ménages d'ouvriers agricoles journaliers, la non-scolarisation de leurs enfants et le manque d'infrastructures scolaires ont été identifiés par les populations comme des problèmes auxquels il fallait trouver des solutions durables.

Dans ce contexte, les partenaires (Glocal et Doria) et les bénéficiaires ont décidé d'intervenir sur deux axes, il s'agit des Activités Génératrices de Revenus (AGR) et de l'Éducation. Deux volets dont la combinaison devrait permettre aux ménages d'entamer la sortie de l'extrême pauvreté. En effet, le premier volet est adressé aux ménages ouvriers agricoles, auxquels il convient d'ajouter les maitresses FRAM. Il a pour ambition de permettre aux ménages bénéficiaires de générer des revenus supplémentaires et de réduire la période de soudure. Le deuxième volet quant à lui vise l'amélioration de l'enseignement, en prônant la formation des enseignants et l'augmentation de la capacité d'accueil des écoles primaires par la construction de bâtiments scolaires.

Il est important de cerner l'environnement des acteurs et des bénéficiaires. En effet, si les partenaires ont la maîtrise de la mise en œuvre, les maires, les enseignants, le chef ZAP, les formateurs et les bénéficiaires ont tous un rôle à jouer dans l'atteinte des résultats.

L'implication des acteurs est un facteur de réussite dont Doria a su profiter et qui lui vaut la reconnaissance des populations de la zone d'intervention.

2.1. Objectifs de l'évaluation

Après avoir été contacté par les partenaires pour conduire la mission d'évaluation, nous avons eu plusieurs échanges et rencontres afin de déterminer les objectifs de la mission. Cette démarche itérative a abouti à l'adoption des termes de référence. Il s'agissait, sans négliger certains aspects fondamentaux de toute évaluation, de se concentrer sur les effets de l'intervention sur les bénéficiaires. Outre cet aspect central, l'évaluation a porté sur les résultats du projet, le degré de pertinence, l'efficacité et l'efficience, ainsi que les bonnes pratiques de l'intervention. Enfin, l'analyse de l'intervention devait aussi montrer les points à améliorer en vue d'optimiser la prochaine phase du projet.

2.2. Les questions clés

Celles-ci se rapportent aux champs d'observation suivants :

2.2.1. Efficacité du projet

Quel bilan peut être fait de l'atteinte des objectifs majeurs du projet ?

Quels sont les résultats concrets issus de la mise en œuvre des activités du projet ?

Quel est l'état du partenariat entre Doria et les institutions locales (mairies, autorités administratives déconcentrées en charge de l'éducation) ?

Quelle adéquation entre les résultats effectifs des AGR et les résultats réellement obtenus ?

L'intervention a-t-elle exercé une influence positive sur les acteurs-bénéficiaires ?

2.2.2. Pertinence des approches et des appuis

Quelle appréciation peut être faite du dispositif d'organisation et d'animation dans le cadre de la sélection des bénéficiaires ?

Quels sont les améliorations constatées chez les enseignants et les enfants scolarisés dans les deux communes ?

En quoi la formation des enseignants a-t-elle permis l'amélioration des résultats au CEPE ?

Quelle appréciation peut être faite sur les différentes formations à l'attention des bénéficiaires ? les AGR ont-elles contribué à la réduction de la période de soudure des ménages bénéficiaires ?

L'approche permet-elle une amélioration des conditions de vie des bénéficiaires directs ?

2.2.3. Cohérence de l'intervention

La somme des activités planifiées permet-elle l'atteinte des résultats escomptés ?

Les actions réalisées sont-elles cohérentes avec la finalité et les objectifs majeurs de la politique nationale d'éradication de la pauvreté et d'amélioration de l'éducation ?

Dans quelle mesure l'expérience de Doria contribue-t-elle à créer une synergie des acteurs pour l'amélioration des conditions de vie des ménages démunis, l'amélioration des pratiques pédagogiques des enseignants et des conditions d'accueil des écoles primaires ?

2.2.4. Efficience du projet

Comment les ressources du projet ont-elles été converties en effets-impacts de façon économe dans un contexte marqué par la pandémie de la Covid 19 ?

2.2.5. Durabilité (pérennité) du projet

Quel est le niveau d'autonomisation de Doria (en termes de prestations de services, de diversification de son partenariat, etc.) ?

Quelle est la stratégie d'autonomisation de Doria ?

2.2.6. Prise en compte des recommandations de la Commission technique de la FGC

La CT de la FGC, après étude de la requête de financement du projet qui fait l'objet de cette évaluation, avait adressé des recommandations aux partenaires (Glocal et Doria). Au moins 4 de

celles-ci méritent d'être examinées dans le cadre de cette évaluation dans la mesure où elles peuvent influencer les résultats. Il s'agit, de l'accès à la terre, de l'élaboration d'outils de suivi adaptés au terrain, de la manière dont le genre est pris en compte dans la mise en œuvre et de la recherche du cofinancement. L'analyse des résultats montera comment ces recommandations ont été prises en compte par les partenaires.

3. Méthodologie de l'évaluation

L'approche a tenté de faire une juste balance entre les aspects quantitatifs et les aspects qualitatifs du projet. Conduite de manière participative, l'évaluation peut être divisée en trois phases : la phase préparatoire, la phase de collecte des données et la phase d'élaboration du rapport d'évaluation. Afin d'assurer le bon déroulement de la mission, la coordination de Doria et le chargé de mission (évaluateur) ont élaboré un calendrier d'exécution de l'évaluation. Celui-ci prévoyait des entretiens avec les bénéficiaires et les acteurs du projet, des visites de sites et la revue des documents produits dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

3.1. Analyse des documents

Elle a commencé dès notification du mandat à l'évaluateur. Elle a porté sur les rapports périodiques adressés par le partenaire à Glocal et à la FGC, lesquels montrent l'état d'avancement de la mise en œuvre ainsi que les difficultés rencontrées. Le questionnaire du projet, notamment le cadre logique a été examiné afin de juger les résultats réellement atteints en les comparant aux résultats escomptés.

3.2. Les entretiens

Par ces entretiens, le consultant a approché les différents acteurs du projet (équipe de gestion, maires des communes d'intervention, le pool de consultants prestataires des formations, les autorités administratives en charge de l'éducation de la zone d'intervention, les bénéficiaires).

3.3. Les visites de sites

La mission s'est déroulée pendant la période du « riz-vert ». Il faut préciser que pendant cette période, il n'y a presque plus de travaux à faire dans les rizières, on attend que le riz mûrisse. Ce n'est qu'après les récoltes que les femmes peuvent emprunter des terres pour mener des activités secondaires. Ainsi, nous n'avons pas pu visiter les cultures de contre saison.

En revanche, nous avons visité des animaux en stabilisation, dans le cadre des AGR. La partie éducation, dans sa composante construction d'infrastructures scolaires, a été fortement impactée par la pandémie de la Covid 19.

3.4. Entretien d'arrivée et restitution de fin de mission

L'entretien d'arrivée avec l'équipe de Doria avait pour objectif de discuter des forces et faiblesses du partenaire de mise en œuvre ; mais aussi de réajuster le calendrier de déroulement de la mission. Il a notamment permis d'aborder les difficultés et contraintes rencontrées dans l'exécution du projet. La restitution de fin de mission a été l'occasion de revenir oralement sur les points forts et les aspects à améliorer, en attendant la remise du rapport d'évaluation.

3.5. Limites

La mission s'est bien déroulée dans l'ensemble, le partenaire ayant organisé les rencontres avant l'arrivée de l'évaluateur sur le terrain.

La principale limite relevait de la météo, en effet la mission a coïncidé avec le cyclone Freddy, ce qui a eu pour conséquence de rendre plus difficile les déplacements.

4. Présentation des constats de l'évaluation

4.1. Au niveau institutionnel et organisationnel

Créé en 2005, Doria est une association très dynamique. Son comité de gestion est composé de sept personnes. Pour la mise en œuvre, l'association s'appuie sur un pool de consultants prestataires en fonction des besoins et sur une équipe technique pour la coordination.

Doria a opté de travailler dans des zones enclavées et avec des populations particulièrement vulnérables. Ces régions qui, en raison de leur enclavement, bénéficient peu ou presque pas d'interventions des acteurs de développement, une situation qui exacerbe l'état de vulnérabilité des populations.

Dans un tel contexte, l'intervention ne peut être que multisectorielle, tant les besoins sont énormes. C'est ainsi que l'association en collaboration avec les autorités communales, les populations locales et son partenaire GLOCAL, est arrivée à l'élaboration de l'«Agenda21 ».

La volonté d'associer les populations et les autorités locales dès la phase d'identification du projet prouve que l'association a mis en place une approche participative et communautaire qui nécessite une implication active des bénéficiaires à tous les niveaux.

Nous avons trouvé une association qui bénéficie de la confiance des populations et des autorités municipales. Cette confiance n'a pas été altérée par les difficultés et les retards consécutifs aux restrictions de la pandémie de la Covid 19. Cela montre les liens solides que l'association a pu établir dans son milieu d'intervention.

4.1.1. Perspectives d'autonomisation de Doria

La question était de savoir si, en l'état actuel de l'intervention, Doria peut fonctionner sans le soutien de son partenaire de base, en l'occurrence Glocal. La phase actuelle du projet était prévue pour une durée de trois années (juillet 2019 à mai 2022), mais elle a été fortement perturbée par la pandémie et les nombreuses restrictions mises en place pour ralentir sa propagation. Néanmoins, l'expérience du partenaire et sa maîtrise de la problématique abordée sont des facteurs qui ont joué positivement dans la mise en œuvre. Pour exemple, l'intervention des experts prestataires a permis d'améliorer la pratique pédagogique des enseignants, avec pour conséquence le relèvement du taux de réussite aux examens scolaires et professionnels.

La gamme de formations proposées aux femmes pour leur permettre de s'adonner aux AGR et les coups de pouce montrent que le projet a mené une réflexion et posé une stratégie pour sortir les ménages de l'extrême vulnérabilité.

Le catalogue de formations et de prestations proposé comme solution de sortie de la vulnérabilité est la preuve que Doria a amorcé sa marche vers l'autonomie. **Avec ce catalogue, Doria pourrait approcher d'autres organisations de développement et diversifier ses partenaires.** Le fait d'avoir développé et expérimenté une stratégie de sortie de l'extrême pauvreté est la preuve d'une maturité organisationnelle qui montre bien que Doria peut collaborer avec d'autres structures.

Cependant, **il nous semble nécessaire de renforcer l'équipe pour soulager la chargée de projet et participer davantage aux réseaux des acteurs de développement afin de mieux se faire connaître.**

4.2. Effectivité/efficacité du projet et ses interventions

4.2.1. Développer les infrastructures scolaires

(Les conditions d'études sont améliorées par la construction de bâtiments aux normes et leur équipement ; 500 places d'école primaire sont nouvellement disponibles ; 572 enfants des ménages pauvres à extrêmement pauvres sont scolarisés à l'issue du projet)



Salle de classe à Tsarasaotra, avant intervention

Salle de classe à Alakamisy, après intervention

Il était prévu de rendre disponible 500 nouvelles places, d'améliorer les conditions d'accueil, par la construction de bâtiments scolaires équipés aux normes. Dès la première année du projet, les partenaires ont réalisé la construction d'un **bâtiment de deux classes et des latrines dans la commune d'Alakamisy. Cela a permis de rendre disponible 80 nouvelles places au niveau du primaire.**

Avec les restrictions consécutives à la pandémie, les partenaires ont dû reprogrammer le projet, pour ne retenir que la construction de 2 bâtiments pendant la dernière année de projet (2 bâtiments en moins par rapport à la planification de départ). Mais, les conditions sur place à Madagascar ont poussé les partenaires à renoncer à chercher les fonds privés pour la construction des 2 bâtiments. **Cet aspect du projet est sans doute celui qui a été le plus impacté par la pandémie de la Covid 19.** Les activités pour la réalisation des résultats 6 et 9 n'ont été menées que partiellement ; cela a eu une incidence sur la partie scolarisation du résultat 10.

Cependant, la construction des bâtiments devrait être une priorité de la prochaine phase du projet. D'ailleurs, lors de notre passage, les autorités communales et les bénéficiaires ont insisté sur la nécessité d'avoir ces infrastructures. Effectivement, la construction et l'équipement de salles de classe aux normes permettraient, entre autres :

- ⇒ Une amélioration de la sécurité des élèves et des enseignants ;
- ⇒ Une augmentation de la capacité d'accueil ;
- ⇒ La mise aux normes des salles de classe ;
- ⇒ La mise à disposition pour les maîtres de salles dédiées à la préparation des leçons ;
- ⇒ Une hygiène renforcée grâce à la construction de latrines ;

Considérant le montant élevé du co-financement (voir schéma ci-dessous, partie en vert), la CT avait recommandé que la FGC soit informée des éventuels problèmes de mobilisation des fonds. Les

rapports de suivi adressés à la FGC permettent de dire que celle-ci est au courant de la situation. **Au vu des projets déjà conduits par Glocal, la capacité de ce dernier à mobiliser les fonds nécessaires ne fait pas de doute.** Il s'agit d'une situation exceptionnelle, conséquence de l'état d'urgence sanitaire causé par la pandémie. Les partenaires ont dû distribuer des kits sanitaires et adapter le nombre de participants, ainsi que le nombre de sessions de formation.

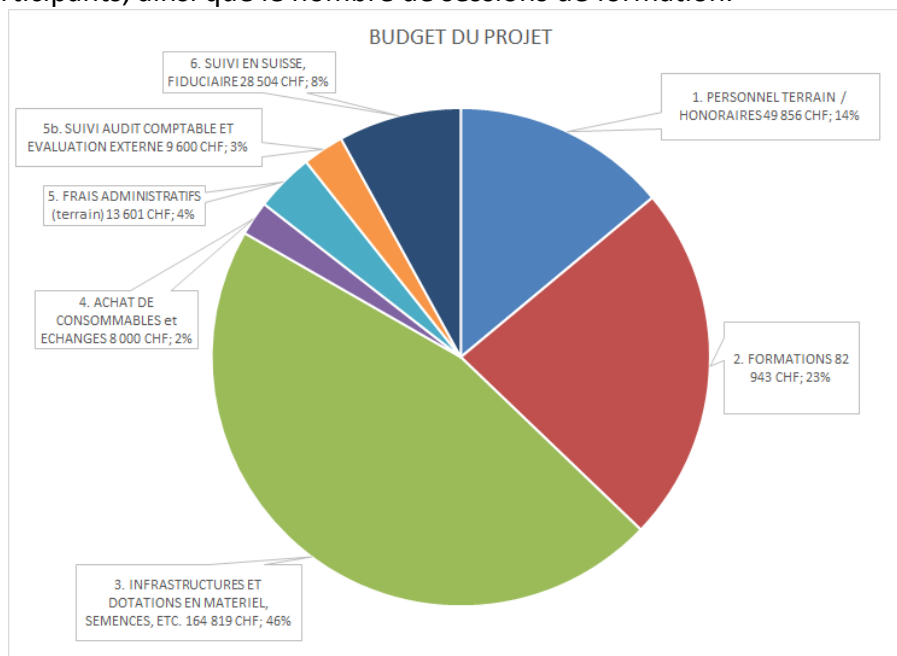


Schéma budget (infrastructures en vert) source Glocal

4.2.2. Renforcer les capacités des enseignants

Sachant qu'une éducation de qualité ne peut être espérée que si les enseignants sont bien formés et maîtrisent les techniques de transmission des apprentissages, il s'agissait d'améliorer la pratique pédagogique de 47 enseignants. Lors de la mission, nous avons échangé avec 24 enseignantes des deux communes. Elles ont apprécié la qualité des formations et le professionnalisme des formateurs. **Les formations leur ont permis de se doter d'outils pratiques qu'elles ont directement testé dans leur classe respective et les résultats sont appréciables.**

En effet, dans la zone d'intervention, rares sont les enseignants qui ont pu bénéficier de formations organisées par le Ministère de l'Éducation nationale, tout au plus ils ont droit annuellement à une journée pédagogique. Ce manque de formation est encore plus handicapant pour les maîtres FRAM dont l'engagement et les salaires sont gérés par les parents d'élèves. Pour ces derniers, qui pourraient finir leur carrière sans aucune formation, l'intervention du projet est plus que déterminant pour leur perfectionnement.

Le projet a proposé plusieurs formations, elles ont pour thèmes : français (1), français (2), psychopédagogie, pédagogie par matière, communication et techniques d'animation de classe. Lors de notre passage, on a assisté à un cours de français portant sur les « fournitures scolaires ». L'animation du cours était remarquable et les élèves ont bien participé.

La formation en communication était exclusivement destinée aux chefs d'établissements et aux Présidents des FEFPI, afin de leur permettre, entre autres, de mieux communiquer avec les différentes entités du milieu scolaire. Cependant, lors de l'évaluation les maîtres ont exprimé le besoin de participer à cette formation, car cela leur permettrait de mieux communiquer avec leur hiérarchie.

Les formations prévues ont été entièrement réalisées et les enseignants, tout comme le chef ZAP interrogés ont affirmé que celles-ci ont permis, notamment :

Une amélioration des techniques d'enseignement (animation des cours, élaboration de fiches de leçons, etc.) ;

Une augmentation du taux de réussite aux examens scolaires (voir tableau 1 et 2 ci-dessous) ;

Une augmentation du taux de réussite aux examens professionnels (enseignants, voir tableau 3 ci-dessous) ;

Une meilleure communication entre les acteurs de l'éducation au niveau communal.

Les enseignants du secondaire ont aussi bénéficié des formations. Dans la mesure où aucune autre entité n'est intervenue dans la zone, on peut dire que ces améliorations sont des effets du projet, ce qui a été confirmé plus d'une fois par les enseignants et le chef ZAP.

Tab.1 Alakamisy (source Doria)

Examen	CEPE			BEPC		
	2019	2020	2021	2019 ³	2020	2021
Nbre d'inscrits	131	130	106	130	42	57
Nbre d'admis	88	86	80	86	22	41
Pourcentage	67,17%	66,15%	75,47%	66,15% ⁴	53,38%	71,92%

Tab.2 Tsarasaotra (source Doria)

Examen	CEPE			BEPC		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021
Nbre d'inscrits	85	85	95	35	18	82
Nbre d'admis	66	66	77	23	7	53
Pourcentage	77,64%	77,64%	81,05%	65,71%	38,88%	64,63%

Tab.3 CAE et CAP ZAP Alakamisy et Tsarasaotra (source Doria)

Examen	CAE			CAP		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021
Nbre d'inscrits	4	5	3	2	3	4
Nbre d'admis	4	4	3	2	3	4

CEPE : Certificat d'Études Primaires Élémentaires

BEPC : Brevet d'Étude du Premier Cycle

ZAP : Zone Administrative et Pédagogique

CAE : Certificat d'Aptitude à l'Enseignement

CAP : Certificat d'Aptitude Pédagogique

4.2.3. Diminution du nombre d'adultes analphabètes

100 femmes AGR et 150 adultes hors AGR (soit 250 personnes) ont bénéficié de cette formation. Celle-ci avait pour objectif de sortir les bénéficiaires de l'analphabétisme, de leur permettre de s'adresser à l'administration « sans crainte, vaincre la peur du papier », de tenir une petite comptabilité et suivre la scolarisation de leurs enfants.

³ 2019 BEPC = avant intervention du projet

Lors de notre passage, les bénéficiaires ont reconnu les avantages de la formation. On a notamment entendu : « **je signe moi-même le carnet de transmission de mon enfant ; avant, j'avais honte et je devais toujours me déplacer jusqu'à l'école pour que l'enseignant m'explique oralement le contenu de la communication.** » ; « **avant, je ne lisais pas, je reconnaissais les billets de banque à leur couleur.** » ; « **maintenant, je sais faire les opérations basiques, cela me sert beaucoup dans la gestion domestique.** »

Selon la maîtresse alphabétiseuse, les apprenants, qui étaient totalement analphabètes au départ, sont parvenus à lire leur nom et à signer la liste de présence bien avant la fin de la session de formation qui dure 120 heures. En effet, la formatrice des alphabétiseurs nous a expliqué que la durée de la session était largement suffisante. Ce qui importe, selon elle, ce sont les outils et la détermination de l'adulte à apprendre. Comme pour toute formation d'adultes, les bénéficiaires ont activement pris part à la fixation des objectifs et à l'élaboration du calendrier des cours (mardi et jeudi). Les apprenants ont participé assidument à la formation et ont montré un réel intérêt quant aux apprentissages.

En raison des restrictions sanitaires, le partenaire a dû démultiplier les sessions de formation, tout en réduisant le nombre de participants par session (groupe de 25). Cela a évidemment impacté le budget initialement prévu, mais le résultat escompté a été entièrement atteint.



Entretien avec les alphabétisées

4.2.4. 200 femmes mettent en pratique les formations acquises

Le package de formations proposées doit être considéré comme une boîte à outils, mis à disposition des femmes pour les aider à sortir de l'extrême pauvreté. Aux différentes formations, il faut ajouter les coups de pouce qui permettent de mettre en pratique les apprentissages. Ainsi, **les bénéficiaires ont pu démarrer sans tarder leurs activités génératrices de revenus.**

200 femmes ont suivi les formations suivantes : *calendrier paysan, culture pluviale, culture contre saison, élevage basse-cour, élevage de lapins, coupe/couture et stabilisation de porcelets.*

Les témoignages des femmes montrent l'effectivité de la mise en pratique des formations. Par exemple, une bénéficiaire nous a confié que c'est grâce à la formation en gestion de stock qu'elle a pu gérer efficacement le coup de pouce



Porcelet stabilisé

en haricot qu'elle a reçu. Ainsi, dit-elle, « **après la récolte, j'ai gardé une partie pour la semence, une autre pour la consommation familiale, une partie pour la scolarisation des enfants et enfin une partie pour le remboursement** ». Les bénéficiaires soutiennent qu'avant les formations elles étaient obligées de recourir à des emprunts pour survivre pendant plusieurs mois.

Certaines bénéficiaires ont profité de la formation en coupe et couture pour se confectionner une jupe ou une robe, mais toutes affirment mettre en pratique cette formation en reprisant les habits de leurs enfants en cas de besoin.

La mise en pratiques des formations par les bénéficiaires montre que les formations dispensées sont pertinentes, acceptées et correspondent réellement aux besoins des populations. Les entretiens ont révélé que chaque bénéficiaire a sa propre expérience des formations et est capable de raconter une histoire sur comment il a tiré profit d'une formation. On peut affirmer que la mise en pratique des formations est effective.

4.2.5. 120'000 m² de cultures de contre saison et 600'000 m² en cultures pluviales, 1'400 coups de pouce associés à 7 formations

Les bénéficiaires ont emblavé 40'000 m² de cultures de contre saison et 300'000 m² de cultures pluviales. Le projet ayant accusé du retard au départ, la formation en *culture de contre saison* a été reportée à l'année suivante et remplacée par une formation en *calendrier cultural*, la mise en pratique de celle-ci a porté sur 37'500 m².

Les superficies utilisées pour la mise en pratique des formations montrent une progression vers la réalisation du résultat escompté. À ce rythme, on peut espérer l'entière réalisation du résultat dès la seconde phase du projet.

La question de l'accès à la terre pour les ménages pauvres, par ailleurs soulevée par la CT, reste ouverte. **Cependant, les maires des deux communes, nous ont réaffirmé l'existence de terres domaniales.** Le problème est qu'elles sont assez éloignées des villages, le temps du trajet pourrait constituer une contrainte pour les femmes. Une autre possibilité serait de louer ou d'emprunter des terres auprès des propriétaires résidents en ville, dont les terres restent en jachère. Dans les deux cas, les maires se sont engagés à faciliter les démarches à Doria et aux ménages. Pour la concrétisation de la proposition des maires, Doria devrait dès à présent identifier les ménages ayant besoin de terre et approcher les autorités communales pour que les démarches puissent être entamées.

Par ailleurs, on a dénombré 1'225 (au lieu de 1'400 planifiés) coups de pouce accordés aux bénéficiaires, l'écart s'explique par le fait que seuls 25 porcelets ont été mis à disposition. Ce qui se comprend par le fait que l'animal coûte plus cher. Ensuite, il y a le risque à supporter une dette plus conséquente au cas où l'opération ne serait pas concluante pour diverses raisons.

Les témoignages ont révélé que les porcs engraisés procurent plus de bénéfices. **Selon une bénéficiaire, une technique consisterait à réduire le temps de stabilisation en choisissant un porcelet déjà assez grand.** Cela permet de gagner du temps pour l'engraissement et de vendre plus vite.

Partant du principe que le projet veut permettre aux femmes soutenues de produire plus de revenus et que ces dernières ont acquis les compétences et l'expérience nécessaires pour mener des AGR, le projet

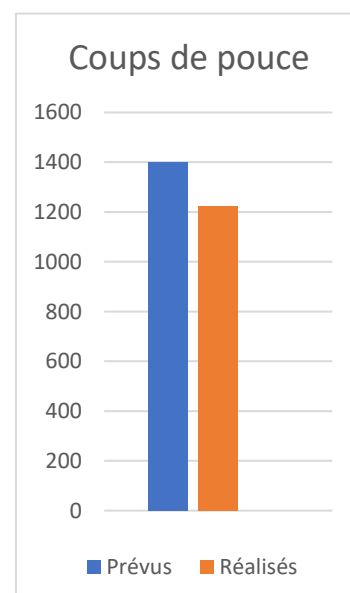


Schéma comparaison entre coups de pouce prévus et réalisés

peut, sans prendre trop de risques, **augmenter en quantité et en valeur les coups de pouce qu'il met à la disposition des bénéficiaires.**

Pour aller dans ce sens, il est nécessaire d'abord de distinguer clairement le suivi administratif qui sera assuré par Doria et le suivi technique qui sera assuré par les techniciens formateurs. Ce dernier suivi est la clé de réussite de la méthode *formation-action* que les partenaires ont souhaité mettre en pratique. **En effet, dans la mise en pratique, les bénéficiaires peuvent rencontrer des difficultés que le suivi technique aiderait à résoudre.**

Tab.4 coups de pouce (source Doria)

Activités	Nbre de bénéficiaires	Quantité par bénéficiaire
Coup de pouce culture pluviale	200	1kg de haricot + 10 tiges de manioc 5'000 MGA(Ariary) pour engrais
Coup de pouce calendrier paysan	200	
Coup de pouce élevage base cour	200	1 poule + 1coq + 2 canards
Coup de pouce coupe et couture	200	1 kit Matériel didactique
Coup de pouce élevage de lapins	200	1 couple de lapins
Coup de pouce élevage et engraissement porcelet	25	1 porcelet
Coup de pouce culture de contre saison	200	2 sachets de brède + 1 cuillère de semence de carotte, 3 kg de pommes de terre + kg de haricot + ½ cuillère de semence de petit-pois + 5'000 MGA (Ariary) engrais

4.2.6. 200 ménages démunis sortis de l'extrême pauvreté envoient au moins 200 de leurs enfants à l'école

Sortir de l'extrême pauvreté nécessite un long processus et celui-ci se déroule sur plusieurs phases du projet. Les partenaires en sont conscients et l'ont clairement expliqué dans le montage des interventions. **Ainsi, cette première phase du projet correspond à la première étape, laquelle est marquée par la formation-apprentissage qu'il convient d'appeler Femmes AGR1** (voir schéma ci-dessous). Dès après les formations, les femmes mettent en pratique les apprentissages et produisent des revenus. Lors de notre passage, les bénéficiaires en étaient à ce stade.

Sans encore être sorties de l'extrême pauvreté, elles sont en marche vers l'autonomie qui constitue la deuxième étape (femmes AGR2). Celle-ci devrait leur permettre de générer plus de revenus.

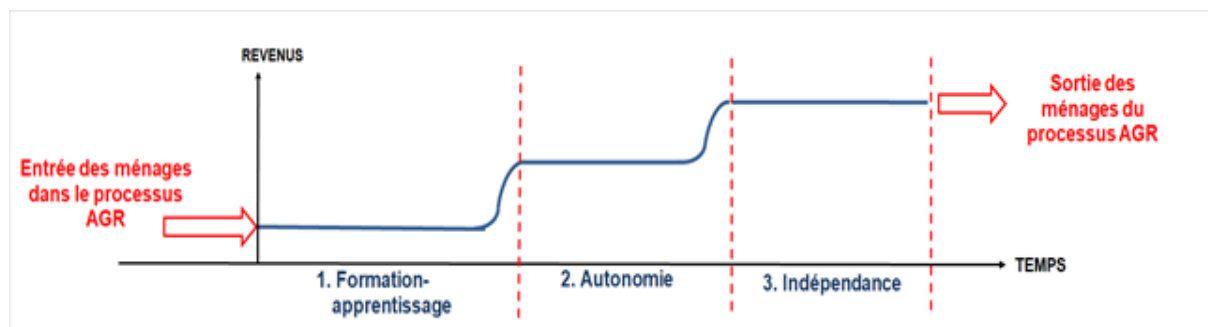


Schéma stratégie AGR (source Glocal)

Il convient de préciser que déjà certains enfants des ménages soutenus sont inscrits à l'école primaire publique puisque selon Doria l'identification des femmes AGR s'est faite au niveau des établissements. Le constat de base était que faute de moyens certains enfants issus des ménages pauvres n'étaient pas scolarisés. Pour y remédier, le projet a prévu d'agir simultanément sur deux leviers. Il s'agissait d'opérer une augmentation des revenus et de construire 5 bâtiments afin d'augmenter la capacité d'accueil des établissements. **L'augmentation des revenus est en cours, mais pour les raisons invoquées plus haut un seul bâtiment (deux salles de classe) a été construit.** Or, une augmentation significative du nombre d'inscrits ne peut se faire que par la réalisation des bâtiments et leur équipement. La deuxième partie du résultat « **envoient au moins 200 de leurs enfants à l'école** » est tributaire de la construction.

En conséquence, le projet a contribué légèrement à l'augmentation des places disponibles au niveau des EPP (80 places, voir point 4.2.1).

Tab.5 effectifs EPP, CR Tsarasaotra (source Doria)

École	Nbre d'inscrits 2019	Nbre d'inscrits 2021
EPP Ampatsikahitra	78	80
EPP Antetezana	111	95
CEG Antetezana	156	169
EPP Vodivato	172	168
EPP Tsarasaotra	45	50
EPP Antanétibé	105	111
EPP Andanona	125	150
EPP Morarano	149	150
⁵ Total	941	973

Tab.6 effectifs EPP, CR Alakamisy (source Doria)

École	Nbre d'inscrits 2019	Nbre d'inscrits 2021
EPP Analanakondro	91	73
EC Sokafana	69	65
EC Andrefambohitra	40	45
EPP Ambohibary Nord	78	103
EPP Ankazondrano	125	125
EPP Alakamisy	91	93
⁶ Total	494	504

⁵ On remarque une augmentation à Tsarasaotra, le bâtiment a été construit dans cette commune

⁶ Alakamisy n'a pas encore de construction, presque pas d'augmentation

4.2.7. Les femmes AGR sont en mesure de gérer leurs stocks de semences et de commercialiser leurs productions en acquérant des revenus ; une partie d'entre elles deviennent formatrices AGR

Dans les deux communes, les entretiens que nous avons eus avec les femmes AGR ont révélé que celles-ci ont acquis des compétences en gestion de stocks. Parlant de leurs expériences, elles ont mentionné clairement une **répartition de la récolte ou du revenu en plusieurs parties** dont celle relative à la semence (coup de pouce haricot, engraissement de porcelets) nécessaire à la poursuite de l'activité.

Lors de cette première phase du projet, la commercialisation s'est faite individuellement. Cependant, il y a lieu de réfléchir et de mettre en place des **mécanismes de commercialisation groupée, sous forme de coopérative** par exemple ; c'est aussi l'avis du formateur en commercialisation avec qui on s'est entretenu. Il soutient que la commercialisation individuelle constituerait à la longue une faiblesse qu'il faudrait corriger par la mise en place de coopératives.

De même, pour gérer les stocks et surtout pour éviter de mettre en péril les semences, il est nécessaire que le projet prévoie dans sa deuxième phase l'édification **d'une infrastructure communautaire destinée à l'entreposage**. Cela sécuriserait les semences et permettrait aux ménages de pouvoir attendre la meilleure période pour vendre leur production, sans courir de risques de pourriture ou d'attaque de nuisibles.

Autrement, plusieurs indices nous permettent de dire que les femmes ont acquis des revenus supplémentaires grâce aux interventions du projet. D'abord, il y a eu une **réduction de la période de soudure. Ensuite, les prêts à taux 0% sont en cours de remboursement et les bénéficiaires ont parlé d'amélioration de leur situation de départ.**

Enfin, parmi les femmes AGR, on trouve 25 enseignantes FRAM. **Ces dernières ont tout le potentiel pour devenir des formatrices AGR**, il suffit de les former et de s'appuyer sur elles pour enclencher la formation par les pairs. Elles seront de parfaits relais dans leur localité respective.

4.2.8. 50 femmes AGR participent à la visite d'échange, constatent les résultats et restituent aux autres femmes AGR ce qu'elles ont vu

La visite d'échange constitue un formidable moyen d'apprentissage et de partage d'expériences sans intervention d'un technicien extérieur. Les entretiens nous ont permis de comprendre que les visiteuses sont arrivées à la conclusion suivante : si les communautés visitées sont parvenues à de telles réalisations, elles devraient aussi en être capables. En effet, la visite a fait naître chez elles des ambitions pour leur propre communauté. Elles nous ont confié vouloir le même local de couture, les mêmes machines à coudre et les mêmes bâtiments scolaires.

Les échanges qui ont suivi le voyage ont permis à l'équipe d'expliquer la philosophie du projet et le cheminement pour y arriver.

La dimension didactique de la visite est atteinte d'autant plus que les bénéficiaires ont vu de leurs propres yeux les résultats atteints grâce aux interventions.

5. Pertinence et durabilité

Le diagnostic préalable du contexte socioéconomique des communes d'intervention a montré que les 200 ménages bénéficiaires sont désavantagés socialement et économiquement par rapport aux autres ménages et sont dans l'extrême pauvreté. Les chefs de ces ménages sont des femmes, ouvriers agricoles journaliers, qui passent plusieurs mois de l'année sans manger à leur faim et dont les enfants ne sont pas tous scolarisés, faute de revenus complémentaires. À cela s'ajoute le fait que la majorité des enseignants ne sont pas formés et les infrastructures et équipements scolaires ne permettent pas d'accueillir tous les enfants.

« Éducation et revenu pour les ménages démunis dans les communes rurales malgaches d'Alakamisy et de Tsarasaotra » est un projet que les partenaires (Glocal, Doria, les bénéficiaires et les autorités communales) ont mis en place pour accompagner 200 femmes des ménages extrêmement pauvres à sortir de cette situation de vulnérabilité et de pouvoir scolariser leurs enfants dans de bonnes conditions, avec des enseignants bien formés. Le projet vise également l'alphabétisation de 250 femmes.

L'analyse des interventions et des résultats obtenus par le projet nous permettent de dire que les réponses proposées sont pertinentes. **La période de soudure a reculé de 2 mois, les résultats scolaires, ainsi que les résultats des examens professionnels ont été améliorés. Les bénéficiaires affirment avoir eu des revenus supplémentaires grâce aux coups de pouce et aux AGR.** Malgré les perturbations dues à la pandémie de la Covid 19, le projet a réalisé des résultats très satisfaisants.

Un projet peut être qualifié de durable lorsque l'utilisation continue de ses résultats peut être assurée après son achèvement. Pour cela, l'intervention doit respecter trois piliers : social, économique et environnemental. Analysé sous ces aspects, **le projet cherche clairement à réduire des inégalités sociales, en s'intéressant aux ménages pauvres à extrêmement pauvres et à leurs enfants.** D'autre part, en cherchant à accroître les revenus de ces ménages, le projet travaille à la réduction de l'extrême pauvreté et enfin, en prônant la promotion des fertilisants organiques, le projet préserve les écosystèmes, en se gardant de péjorer l'héritage des générations futures. **Il est permis d'affirmer que la stratégie d'intervention des partenaires est durable.**

6. La dimension genre dans la mise en œuvre du projet

Soutenir les femmes pour leur permettre de générer des ressources nécessaires à l'amélioration de leurs conditions économiques et leur inclusion dans le processus décisionnel au sein de leur famille ou de la communauté impactent directement leurs conditions de vie. Le projet a été proposé par les représentants des femmes lors de la formulation de l'Agenda21. Ainsi, les revenus acquis par les femmes restent en leur pouvoir, mêmes si elles doivent, c'est peut-être le cas pour certaines, contribuer aux dépenses du ménage. **Sans les exclure, les hommes ne pourront participer aux AGR que dans la 3^{ème} phase du projet.** Dès la première phase, il est prévu qu'ils aident les femmes dans la préparation de la terre lorsque celles-ci en font la demande.

En procédant ainsi, **le projet contribue à rétablir un équilibre, car il est admis que les femmes sont les plus démunies parmi les pauvres.**

En ce qui concerne l'accès à l'école primaire, les parents ne font pas de distinction entre les filles et les garçons, ils scolarisent les enfants en général, s'ils en ont les moyens. La disponibilité des ressources financières est l'élément déterminant. **C'est ce qui explique en partie l'accent que le projet met sur les formations et les AGR.**

Cependant, pour éviter le retrait précoce des filles du cursus scolaire, le projet a mis en place des cours de santé reproductive en fin d'école primaire. Les femmes sont aussi formées en santé reproductive pour leur permettre d'avoir une maîtrise du planning familial.

La question de **l'accès à la terre pour les femmes** ayant été soulevée par la CT de la FGC, les partenaires ont expliqué que l'accès à la terre par hérédité dépend de la proximité avec l'ancêtre fondateur, sans considération du sexe, plus on en est proche du point de vue de la descendance, plus on est considéré.

Le prêt et la location de terres sont deux possibilités qui restent ouvertes et les autorités communales ont promis d'aider les partenaires dans les démarches auprès des propriétaires. Il est aussi ressorti des entretiens qu'elles feront le nécessaire pour que les bénéficiaires profitent des terrains domaniaux.

7. Quelques impacts du projet et de ses interventions

- ⇒ Le processus de sortie de l'extrême pauvreté est en marche, 200 ménages soutenus ont produit des revenus.
- ⇒ La période de soudure a reculé de 2 mois comparé à la situation de 2018 (même avec les perturbations de la pandémie).
- ⇒ La qualité de l'enseignement a été améliorée et le taux de réussite aux examens scolaires et professionnels a augmenté, grâce aux formations.
- ⇒ Les femmes formées mettent en pratique les compétences acquises.

8. Bonnes pratiques et défis

a) Bonnes pratiques

- ⇒ Les formateurs sont des experts reconnus dans leur domaine et qui ont travaillé pour l'Etat, ils savent exactement ce qui manque aux bénéficiaires.
- ⇒ Une dynamique inclusive et participative de tous les acteurs des communes permet de mettre en place une concertation favorisant la réussite et l'appropriation des interventions du projet.

b) Défis

- ⇒ Mobiliser le budget pour la construction et l'équipement des bâtiments scolaires dès l'entame de la seconde phase.
- ⇒ Mettre en place le suivi technique des formations pour assurer une bonne réussite de la pratique, surtout pour les AGR et les coups de pouce.
- ⇒ Favoriser la création d'une plateforme de discussions réunissant les bénéficiaires, les autorités communales et les partenaires en vue de faire émerger le leadership des femmes sur les questions les concernant.

9. Recommandations

- ⇒ Étant donné, la charge de travail, Doria devrait renforcer le personnel en recrutant un assistant de projet pour soulager la chargée de projet ;
- ⇒ Pour le suivi sur le terrain, l'intervention d'un spécialiste en communication sociale aiderait à montrer la globalité du projet aux bénéficiaires et à dynamiser leur mobilisation ;
- ⇒ Afin de pouvoir approcher d'autres bailleurs-partenaires, Doria pourrait élaborer un catalogue des mesures (logique d'intervention, formations, coups de pouces et AGR) qu'il propose comme solution de sortie de l'extrême pauvreté ;
- ⇒ Continuer les démarches en vue de favoriser l'accès des femmes à la terre, en s'approchant des autorités communales et des propriétaires terriens ;
- ⇒ Organiser les ménages bénéficiaires en coopérative de commercialisation par filière ;
- ⇒ Planifier dès le début de la prochaine phase la suite des constructions et l'équipement des bâtiments scolaires, afin d'augmenter la capacité d'accueil des écoles ;
- ⇒ Mettre à disposition dans les écoles des dictionnaires et quelques manuels de base ;
- ⇒ Établir avec le chef ZAP une convention pour la tenue des statistiques dans les communes

- d'intervention et les communes avoisines où le projet n'intervient pas (comparaison) ;
- ⇒ Améliorer et suivre les indicateurs de sortie de la pauvreté des bénéficiaires (ex : nombre de repas, amélioration de l'habitat, revenu, etc.) ;
 - ⇒ Construire des infrastructures communautaires pour le stockage des semences et des produits à commercialiser ;
 - ⇒ Puisque les compétences sont désormais acquises, rendre plus conséquent les coups de pouce octroyés et les prêts à taux zéro afin de permettre aux ménages d'augmenter considérablement leurs revenus ;
 - ⇒ Mettre en place un calendrier de suivi technique des formations et de recyclage (formations des enseignants), ceci pour consolider les bonnes pratiques ;
 - ⇒ Améliorer le système de flux financiers (OM à partenaire) afin d'éviter les pauses des activités sur le terrain ;
 - ⇒ Planifier la formation des femmes formatrices AGR ;
 - ⇒ Former quelques femmes en leadership pour leur permettre de mobiliser leur communauté d'origine en faveur du projet ;
 - ⇒ Engager une réflexion sur la mise en place d'une pharmacie vétérinaire pour rendre disponible les traitements et éviter la mortalité des animaux reçus (coup de pouce).

10. Conclusion

Le projet « Éducation et revenus pour les ménages démunis. Agenda21 des deux communes rurales malgaches d'Alakamisy et de Tsarasaotra » est une réponse adéquate, dans le contexte d'intervention, pour sortir 200 ménages de l'état de vulnérabilité et scolariser plus d'enfants dans de meilleures conditions.

Élaboré autour de la formation, de la lutte contre la faim et de la scolarisation, il s'intègre parfaitement aux ODD 1 et 4 (éliminer l'extrême pauvreté et la faim ; assurer l'accès de tous à une éducation de qualité...).

Identifié et mis en œuvre conjointement par les partenaires, il fait participer à toutes les étapes les bénéficiaires, les autorités communales et les autorités scolaires, c'est certainement cette manière de procéder qui crée la dynamique et l'acceptation du projet, mais aussi le succès de ses interventions.

À l'exception de la construction des infrastructures scolaires (partiellement), **l'ensemble des résultats escomptés ont été atteints ou sont en phase de l'être** : des adultes ont été alphabétisés, les ménages ont acquis des compétences leur permettant d'accroître leurs revenus, les formations ont permis d'améliorer le taux de réussite aux examens, des coups de pouces et des prêts à taux zéro ont été octroyés aux ménages bénéficiaires.

Les enquêtés sont satisfaits des interventions du projet et reconnaissent la plus-value obtenue grâce à ses actions. Ce que nous avons vu et entendu sur le terrain nous permet de dire que le **projet devrait se poursuivre.**

Une seconde phase permettra la consolidation des acquis, la poursuite de la construction des infrastructures scolaires et la poursuite des démarches pour l'accès des bénéficiaires à la terre.